

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 21 (2008 — 2881)

[C — 2008/29659]

18 JUILLET 2008. — Décret portant diverses modifications au statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. — Erratum

Dans le décret du 18 juillet 2008 portant diverses modifications au statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française publié au *Moniteur belge* du 29 août 2008 à la page 45265, il y a lieu d'ajouter à l'article 5, § 3, l'alinéa 1^{er} suivant :

« Les membres du personnel qui, à la date du 31 août 2008 sont désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif en qualité de messenger-huissier ou de surveillant sont réputés, au 1^{er} septembre 2008, être désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif dans la fonction d'auxiliaire administratif. »

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 21 (2008 — 2881)

[C — 2008/29659]

18 JULI 2008. — Decreet houdende verschillende wijzigingen van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap. — Erratum

In het decreet van 18 juli 2008 houdende verschillende wijzigingen van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 2008, op bladzijde 45265, dient, in de Franse tekst, in artikel 5, § 3, het volgende eerste lid te worden toegevoegd :

« Les membres du personnel qui, à la date du 31 août 2008 sont désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif en qualité de messenger-huissier ou de surveillant sont réputés, au 1^{er} septembre 2008, être désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif dans la fonction d'auxiliaire administratif. »

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 22

[2008/204829]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 44.282/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définition*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1 tels que définis à l'article 1^{er}, 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé lorsque d'une capacité de stockage inférieure à 1 000 kg visées par la rubrique 37.20.11.01 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par établissement existant : l'établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. L'établissement ne peut être implanté :

1^o à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;

2^o dans une zone de prise d'eau telle que visée par les articles R.147, R.157, 159, § 1^{er}, 1^o, et R.160, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

3° dans une zone de prévention telle que visée par les articles R.159, § 1^{er}, 1°, et R.160, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Art. 4. L'établissement est entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de deux mètres en vue d'empêcher l'accès aux personnes extérieures au site et aux véhicules en dehors des heures d'ouverture.

D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, peuvent être utilisés pour autant qu'ils assurent un degré de protection et de sécurité équivalent à celui dudit grillage. Une approche aisée des véhicules du service régional d'incendie vers l'établissement à partir de la voie publique est assurée.

Art. 5. A l'entrée de l'établissement, il est indiqué de manière lisible les heures et les jours d'ouverture pour l'acceptation des déchets.

Art. 6. Le public et les personnes non autorisées par l'exploitant ne peuvent avoir accès aux déchets de classe B1.

Art. 7. Les aires de stockage sont pourvues d'un revêtement solide et étanche, construit en matériaux incombustibles.

La pente du sol des aires de stockage permet l'écoulement des eaux de ruissellement et de nettoyage vers le système d'évacuation des eaux usées.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 8. L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail. Ce plan de travail comprend au moins :

1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière de déchets ainsi que des présentes conditions;

2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;

3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

4° l'organisation de la réception des lots de déchets;

5° l'organisation de l'évacuation des déchets.

Art. 9. Les opérations de regroupement et de tri des déchets de classe B1 ne sont autorisées qu'en présence et sous la surveillance d'un préposé disposant de toutes les instructions requises prévues dans le plan de travail visé à l'article 8.

Art. 10. L'exploitant tient à jour un registre. Le registre contient notamment les indications suivantes :

1° en ce qui concerne les déchets entrant dans l'établissement :

a) l'identité du producteur et du collecteur du déchet;

b) la nature, la quantité et les caractéristiques des déchets ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;

c) la date d'entrée dans l'établissement;

d) l'identité du transporteur enregistré;

2° en ce qui concerne les déchets sortant de l'établissement :

a) l'identité du collecteur et du transporteur enregistrés;

b) la nature, la quantité et les caractéristiques des déchets ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;

c) la date de sortie de l'établissement;

d) la destination finale des déchets;

e) le site de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des déchets.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 11. Les aires de stockage sont conçues et réalisées de manière à :

1° prévenir les accidents lors des opérations de stockage et de chargement des véhicules;

2° éviter la dispersion des déchets;

3° limiter adéquatement les inconvénients, pour le voisinage, qui pourraient résulter de l'existence et de l'exploitation de ce dépôt.

Art. 12. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 13. Le registre visé à l'article 10 est conservé au siège d'exploitation. Il est tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservé pendant au moins cinq ans après la date d'émission du document.

Art. 14. L'exploitant est tenu de déclarer et de transmettre à l'Office wallon des déchets les indications qui figurent dans le registre visé à l'article 10.

Toute modification de la nature ou des caractéristiques des déchets déclarés fait l'objet d'une nouvelle déclaration auprès de l'Office wallon des déchets.

La déclaration s'effectue tous les trimestres dans les dix jours qui suivent l'expiration du trimestre de référence.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 15. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 7 s'applique aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 22

[2008/204829]

5. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Anfällen der Klasse B1

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9; Aufgrund des am 14. April 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.282/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Begriffsbestimmung*

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1 anwendbar, so wie sie in Artikel 1, 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt werden, wenn die Lagerkapazität weniger als 1 000 kg beträgt, gemäß der Rubrik 37.20.11.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses versteht man unter bestehendem Betrieb: den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassenen oder gemeldeten Betrieb. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — *Standort und Bau*

Art. 3 - Der Betrieb darf nicht:

1° in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation;

2° in einer Wasserentnahmezone, wie sie in den Artikeln R.147, R.157, 159 § 1 1°, und R.160 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt ist;

3° in einer Präventivzone, wie sie in den Artikeln R.159 § 1 1°, und R.160 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt ist, angesiedelt werden.

Art. 4 - Um den gesamten Betrieb herum läuft eine mindestens zwei Meter hohe Umzäunung, die den dem Standort fremden Personen und den Fahrzeugen den Zugang bzw. die Zufahrt außerhalb der Öffnungszeiten verbietet.

Andere stabile und fest installierte materielle Mittel können verwendet werden, dies insofern sie ein Schutz- und Sicherheitsniveau gewährleisten, das dem des oben erwähnten Zauns entspricht. Es wird dafür gesorgt, dass die Fahrzeuge des regionalen Feuerwehrdienstes leicht ab den öffentlichen Verkehrswegen zum Betrieb fahren können.

Art. 5 - Am Eingang des Betriebs werden die Öffnungstage und -zeiten für die Annahme der Abfälle gut lesbar angegeben.

Art. 6 - Die Öffentlichkeit und die Personen, denen der Betreiber keine Erlaubnis gegeben hat, dürfen keinen Zugang zu den Abfällen der Klasse B1 haben.

Art. 7 - Die Lagerflächen sind mit einer stabilen und undurchlässigen Abdeckung aus unbrennbaren Materialien versehen.

Die Bodenneigung der Lagerflächen ermöglicht den Abfluss des Niederschlags- und Reinigungswassers zu dem Ableitungssystem für Abwasser.

KAPITEL III — *Bewirtschaftung*

Art. 8 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen. Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

1° die erforderlichen Anweisungen, um unter jeglichen Umständen den guten Arbeitsablauf des Betriebs unter Einhaltung der Bestimmungen in Sachen Abfälle, sowie der vorliegenden Bedingungen zu gewährleisten;

2° die erforderlichen Anweisungen, um die Sauberkeit des Betriebs ständig zu gewährleisten;

3° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;

4° die Organisation der Annahme der Abfallmengen;

5° die Organisation der Abfuhr der Abfälle.

Art. 9 - Die Vorgänge in Bezug auf die Zusammenstellung und die Sortierung von Abfällen der Klasse B1 sind nur in Anwesenheit und unter der Aufsicht eines Beauftragten erlaubt, der über alle aufgrund des in Artikel 8 erwähnten Arbeitsplans erforderlichen Anweisungen verfügt.

Art. 10 - Der Betreiber führt ein Register. Dieses Register enthält insbesondere folgende Angaben:

1° bezüglich der Abfälle, die im Betrieb eintreffen:

a) die Identität des Erzeugers und des Sammlers der Abfälle;

b) die Art, die Menge und die Eigenschaften der Abfälle sowie den Erkennungscode, der unter Umständen von der Wallonischen Region zugeteilt wurde;

c) das Datum der Aufnahme im Betrieb;

d) die Identität des registrierten Transportunternehmers;

2° bezüglich der Abfälle, die den Betrieb verlassen:

a) die Identität des registrierten Sammlers und des Transportunternehmers;

b) die Art, die Menge und die Eigenschaften der Abfälle sowie den Erkennungscode, der unter Umständen von der Wallonischen Region zugeteilt wurde;

c) das Datum des Verlassens des Betriebs;

- d) den Endbestimmungsort der Abfälle;
 e) den Standort der Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung der Abfälle.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 11 - Die Lagerflächen werden so geplant und gebaut, dass :

- 1° Unfälle bei den Lagervorgängen und den Verrichtungen zum Laden der Fahrzeuge vermieden werden;
 2° keine Streuung der Abfälle stattfindet;
 3° die Belästigungen für die Nachbarschaft, die wegen des Vorhandenseins oder der Betreibung dieses Lagers entstehen könnten, wirksam begrenzt werden.

Art. 12 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — *Kontrolle und Selbstüberwachung*

Art. 13 - Das in Artikel 10 erwähnte Register wird im Betriebssitz aufbewahrt. Es wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung gehalten und mindestens fünf Jahre nach dem Datum der Ausstellung des Dokuments aufbewahrt.

Art. 14 - Der Betreiber ist verpflichtet, dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) die in dem in Artikel 10 erwähnten Register angeführten Angaben zu melden und zu übermitteln.

Jede Änderung der Art oder Eigenschaften der gemeldeten Abfälle ist Gegenstand einer neuen Meldung beim "Office wallon des déchets".

Die Meldung erfolgt alle Trimester innerhalb von zehn Tagen, die auf das Ablaufdatum des Bezugs trimesters folgen.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 15 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Artikel 7 spätestens ein Jahr nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 16 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
 R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
 B. LUTGEN

—————
 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 22

[2008/204829]

5 DECEMBER 2008. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B1**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies 44.282/4 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B1 zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten met een opslagcapaciteit van 1.000 kg of meer bedoeld in rubriek 37.20.11.01 van bijlage 1 bij het besluit van Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt onder bestaande inrichting verstaan : inrichting die behoorlijk is vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld, heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De inrichting mag niet gevestigd worden :

- 1° op minder dan 10 meter van een oppervlaktewater, een piëzometer, een inlaat van een openbare riolering;
 2° in een waterwingebied zoals bedoeld in de artikelen R.147, R.157, 159, § 1, 1°, en R.160 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
 3° in een preventiegebied zoals bedoeld in de artikelen R.160 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Art. 4. De inrichting is afgesloten met een omheining van minstens twee meter hoog opdat de personen die niet op de site werken en de voertuigen geen toegang kunnen krijgen buiten de openingstijden.

Andere materiële, stevige en vaste middelen kunnen aangewend worden voor zover ze dezelfde graad van bescherming en veiligheid als de omheining garanderen. De voertuigen van de regionale brandweerdienst hebben vanaf de openbare weg vlotte toegang tot de opslagplaats.

Art. 5. Bij de ingang van de inrichting staat duidelijk vermeld op welke dagen en uren afval aangenomen wordt.

Art. 6. Het publiek en de personen die niet door de exploitant gemachtigd zijn krijgen geen toegang tot de afval van klasse B1.

Art. 7. De opslagplaatsen zijn bekleed met een vaste en dichte bedekking uit vuurvaste materialen.

Het afvloeiend en het reinigingswater kunnen via de helling van de bodem van de opslagplaatsen naar het systeem voor de afvoer van het afvalwater geleid worden.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 8. De exploitant is verplicht over een werkplan te beschikken. Dat werkplan bevat hoe dan ook :

1° de instructies die nodig zijn om in alle omstandigheden te zorgen voor de vlotte werking van de inrichting, met inachtneming van de bepalingen inzake afval, alsook van deze voorwaarden;

2° de instructies die nodig zijn om voortdurend te zorgen voor de netheid van de inrichting;

3° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;

4° de organisatie van de inontvangstneming van de partijen afval;

5° de organisatie van de afvoer van de afval.

Art. 9. De handelingen tot hergroepering en sortering van afval van klasse B1 mogen slechts verricht worden in aanwezigheid en onder toezicht van een aangestelde die beschikt over alle vereiste instructies waarin voorzien wordt in het werkplan bedoeld in artikel 8.

Art. 10. De exploitant houdt een register bij. Het register bevat o.a. de volgende gegevens :

1° wat betreft de aangevoerde afval :

a) de identiteit van de producent en van de ophaler van de afval;

b) het soort en de hoeveelheid afval, de kenmerken ervan, alsook de door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatiecode;

c) de aanvoerdatum;

d) de identiteit van de geregistreerde vervoerder;

2° wat betreft de afval die de inrichting verlaat :

a) de identiteit van de geregistreerde ophaler en vervoerder;

b) het soort en de hoeveelheid afval, de kenmerken ervan, alsook de door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatiecode;

c) de datum waarop de afval de inrichting verlaat;

d) de eindbestemming van de afval;

e) de site voor de voorbehandeling, de wegwerking of de valorisatie van de afval.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 11. De opslagplaatsen worden ontworpen en ingericht zodat :

1° ongevallen voorkomen kunnen worden bij de opslaghandelingen en het laden van de voertuigen;

2° afvalverspreiding voorkomen kan worden;

3° nadelen voor de buurt, als gevolg van het bestaan en de exploitatie van de opslagplaats, naar behoren beperkt kunnen worden.

Art. 12. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatie-omstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 13. Het register bedoeld in artikel 10 wordt op de exploitatiezetel bewaard. Het ligt voortdurend ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en wordt gedurende minstens vijf jaar na de emissiedatum ervan bewaard.

Art. 14. De gegevens die opgenomen zijn in het register bedoeld in artikel 10 worden door de exploitant bij de "Office wallon des déchets" aangegeven en aan hem overgemaakt.

Elke wijziging van de aard en van de kenmerken van de aangegeven afval zijn het voorwerp van een nieuwe aangifte bij de "Office wallon des déchets".

De aangifte wordt elk kwartaal gedaan binnen tien dagen na afloop van het referentiekwartaal.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid is artikel 7 uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 16. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN